L'Anarcho-syndicaliste n°70
octobre1967
Union des Anarcho-Syndicalistes

DES ORDONNANCES DE CHARLES XI, AUX REACTIONS SYNDICALES ...

1- LES ORDONNANCES:

La première est une ordonnance sur l'emploi. Citons M. Joyeux (Le Monde Libertaire de sept-oct. 67) *"...Elle donnera un certain nombre de satisfactions aux travailleurs en chômage et à la recherche de travail. Mais..., elle va officialiser le chômage, le normaliser, conserver pour le patronnat la masse essentielle de manoeuvres nécessaire à sa politique des salaires: le chômage va à la fois être maintenu, en état de reprendre le travail si la demande s'en fait sentir pour les besoins de l'économie capitaliste, et suffisamment éloigné du revenu moyen de la population pour constituer un exemple salutaire et une pression sur les travailleurs mécontents des entreprises".*

Le tour est joué.

La seconde est celle de lade la Sécurité Sociale, dont nous parlerons longuement ci-dessous.

La troisième a trait à "l'intéressement". Pas un travailleur que cette carotte mal cuite puisse attirer. C'est dérisoire, voire insultant pour les millions de salariés, N'en parlons plus: pas "intéressant"!

2- LA SECURITE SOCIALE:

Fonctionnement:: des cotisations ouvrières et des cotisations patronales alimentent des caisses de Sécurité Sociale et d'Allocations familiales; ces caisses indemnisent les travailleurs de leurs frais de maladie et d'accident, leur "assurent" des ressources pour leurs vieux jours (Caisse "Vieillesse"), leur "permettent" d'élever leurs enfants (Caisse des Allocations familiales).

Remarquons que :
- les cotisations ouvrières sont prélevées naturellement sur les salaires;
- les cotisations patronales le sont aussi indirectement, puisque le patron d'une manière ou d'une autre, établit le prix des produits qui sont le fruit du travail salarié et que ce dernier paie en tant que consommateur.
- toute subvention accordée par l'Etat à telle ou telle caisse provient de l'impôt qui lui-même, direct ou indirect, n'est pas autre chose qu'un prélèvement sur le salaire.

Remarquons encore que :
- pour éviter toute duperie, le montant intégral des caisses devrait être reversé aux travailleurs, puisque ce sont eux qui intégralement les approvisionnent;
- si les "prestation", versements des caisses aux travailleurs, ne représentent qu'une part des frais dus à l'âge, aux maladies aux accidents, il y a en fait un prélèvement supplémentaire sur le salaire, donc une diminution de ce dernier;
- ce prélèvement supplémentaire existait déjà: la "réforme actuelle" ne fait que l'aggraver et signifie

donc avant tout une nouvelle et importante diminution de salaire.

La "réforme":
- elle augmente les cotisations;
- elle diminue les prestations (versements maladies);
- elle modifie la gestion des caisses.

Les deux premières décisions, quels que soient les chiffres, aboutissent (voir plus haut), à une diminution de salaire. Cela se passe dans une société dont les défenseurs diplômés parlent d'expansion et d'élévation du niveau de vie de tous. (Révolution Prolétarienne, sept 67, R. Guilloré).

La troisième décision met en place des Caisses Nationales coiffant les organismes locaux ou régionaux de Sécurité sociale, renforce la participation patronale aux organismes de gestion (50% au lieu de 25%) et donc réduit la participation ouvrière (50% au lieu de 75%) au nom du "paritarisme"; en outre, la représentation des travailleurs ne se fera plus par voie d'élection; les centrales syndicales jugées "représentatives" désigneront leurs délégués-administrateurs. Pour les deux premiers points de cette décision il s'agit d'une part de faire plaisir au patronat: une mesure de centralisation et d'autoritarisme. Pour le dernier point, il s'agit de poursuivre l'intrégation du syndicalisme à l'Etat: soyez dociles on vous donnera des places!

Avant la "réforme", l'administration de la Sécurité Sociale n'avait rien à voir avec une véritable "gestion directe".

Les administrateurs élus par les travailleurs avaient bien un droit de regard sur le budjet, mais leur pouvoir de décision était bien limité, ce pouvoir appartenant pour l'essentiel aux "organismes de tutelle" qui méritaient bien leur nom (Ministère du Travail et bureaux consacrés à la Sécurité Sociale). Le montant des remboursements, celui des indemnités journalières, les conditions d'ouverture des droits, l'ouverture ou la fermeture d'un simple bureau de renseignemnts dans une Caisse, le salaire et le nombre des employés n'étaient pas de la compétence des administreurs élus; leur rôle était déjà bien secondaire: faire débloquer ou déplacer quelques crédits, intervenir dans des cas d'urgence ou de priorité, "s'occuper" de quelques oeuvres sociales, déposer un cahier de revendications par exemple.

Après la "réforme", c'est encore pis!

La riposte ouvrière (?)

L'amputation salariale due aux ordonnances n'est pas immédiatement ressentie par les travailleurs, sauf en ce qui concerne l'augmentation de la cotisation; d'autre part, les modifications administratives ne changent rien aux conditions de leur exploitation. Il s'ensuit qu'en cette période d'atonie ouvrière, il ne fallait pas s'attendre à une vague d'indignation dévastatrice.

Mais, les grands chefs syndicaux, les penseurs des appareils qui voient loin et clair, allaient-ils faire comprendre cette chose simple à leurs syndiqués de base:
- coût de la réforme (calculs officiels): 250 milliards d'anciens francs environ.
- amputation salariale moyenne pour chaque salarié, 15 à 20.000 anciens francs;

s'ajoutant aux hausses des transports, du gaz et de l'électricité? Allaient-ils déclancher autre chose qu'un baroud d'honneur? - Voyons cela.

1- la semaine "d'action" du 9 au 14 octobre a vu débrayages, pétition, délégations près des parlementaires, et tout cela, en ordre dispersé, émietté, volontairement inefficace, et bien pâle en face des manifestation paysannes d'action directe;

2- C.F.D.T. et C.G.T. ont refusé de participer aux élections des Présidents et Vice-Présidents des Caisses de Sécurité Sociale.

C'est bien peu à cette date du 15 octobre. Mais pourquoi? Lle réformisme syndical se sent menacé par l'évolution autoritaire de l'Etat qui par suite des impératifs économiques du moment (nécessité de la compétitivité) refuse en matière de salaires, les compromis, donc la négociation.

C'est ainsi que Gilbert Declercq (C.F.D.T. de Loire-At-lantique) s'indigne: *"... L'essentiel, c'est que le*

syndicalisme est aujourd'hui menacé dans son existence môme. On lui retire toute substance en lui diminuant progressivement tout pouvoir réel de négociation." (Témoignage- Chrétien, 12 Oct.)

Et le même syndicaliste découvre, aujourd'hui seulement que: *"... Les conventions collectives sont vidées de toute réalité, les délégués sont pourchassés dans les usines, l'Inspection du Travail n'a plus aucune efficacité, les palabres avec les autorités publiques n'étaient que du cinéma pour "faire croire qu'on négocie".*

C.G.T. et F.O. (rappelons nous les grandes grèves récentes) moins préoccupées du succès de ces dernières que des places autour des "tables rondes", ne cessent de gémir à l'unisson,de la C.F.D.T. Et certain syndicaliste révolutionnaire, dans un article non signé a pu écrire: *"Les bureaucraties syndicales subsistent en grande partie grâce à tous ces postes, les uns rémunérés, les autres honorifiques et certains les deux à la fois, qu'un certain nombre de lois sociales leur permettent d'offrir à leurs militants au sein de diverses administrations"*. (Voix Ouvrière, 3 déc. 1962)

Alors, les appareils syndicaux traditionnels, mettent l'accent sur un aspect de la "réforme", secondaire pour les travailleurs.

En outre, par sa nature même, et par le puissant appui que lui apporte dans cette voie le néo-réformisme cégétiste, le réformisme syndical traditionnel ne désire aucunement préparer une quelconque épreuve de force avec le capitalisme. Alors, contentons-nous d'actions-bidon et découvrons, à la suite des cégétistes, "la voie parlementaire au socialisme".

C'est ainsi que G. Montaron écrit: *"Pour Eugène Descamps (C.F. D.T.), tout est maintenrnt clair. La gauche non-communiste doit être le partenaire du syndicalisme démocratique.... L'élaboration d'un programme de gauche qui soit un programme de gouvernement avec des objectifs précis, un calendrier et les moyens de sa mise en oeuvre, une collaboration de plus en plus étroite entre le syndicalisme et la gauche: là est l'efficacité".*

C'est ainsi que C.G.T. et C.F.D.T. ont remplacé l'action directe par l'envoi de délégations syndicales près des parlementaires le jour du vote sur la motion de censure.

C'est ainsi que, déjà, lors des élections législatives, un communiqué commun C.G.T. et C.G.T.-F.O. de Loire Atlantique appelait à voter "ouvrier" - et que dans le dernier "Ouest-Syndicaliste" il est réclamé que la lutte contre les ordonnances soit dirigée, par les syndicats avec cette restriction approximative dans les termes, mais exacte dans l'esprit: *"en tous cas, pas par des organisations politiques proches du gaullisme",* ce qui, bien entendu, n'exclut pas les autres organisations politiques.

C'est ainsi donc que, par avance, les dirigeants du syndicalisme officiel qui ont si peu et si mal réagi aux efforts gaullistes d'intégration du syndicalisme à l'Etat, semblent accepter d'enthousiasme cette intégration si la "gauche" vient au pouvoir.

CONCLUSION:

Certains syndicalistes révolutionnaires pensent que: *"attendre que les organisations syndicales changent de nature est aussi raisonnable que d'espérer la transformation de l'eau de Seine en beaujolais".* (Lutte de classe, août-sept 67)

"Quant à renverser la vapeur et reconquérir les syndicats, cela me semble de l'utopie. Ce ne sont pas les syndicats qui sont à conquérir, mais les syndiqués". Louis Piron (Thionville)

Nous ajouterons que, là où nous sommes, et avec nos camarades de travail, il nous faut conserver notre indépendance de travailleurs vis-à-vis des appareils bureaucratiques, des syndicats en voie d'intégration et de partis malades de prise du pouvoir; il ne nous faut faire confiance qu'en nos seuls moyens d'action directe, employés pour satisfaire à des revendications précises: en ce qui concerne les ordonnances, action unie de tous les salariés pour une augmentation uniforme propre à compenser la perte subie; il nous faut enfin ouvrir la seuleperspective capable de redonner espoir à tous : l'expropriation des possédants par la gestion directe de toute l'économie.

L'AUTOGESTION EN ALGERIE

On peut dire: *"Il n'y a pas eu seulement un sabotage bureaucratique, vous le grossissez parce que vous êtes anarchistes; mais, de toutes façons, l'autogestion économiquement ne pouvait "pas marcher".* Certes, le secteur autogéré n'a pas été partout un succès économique, l'autogestion soulevait des difficultés techniques... Mais, paradoxalement, les propres maux qu'on redoutait de voir si l'autogestion s'étendait sans contrôle étatique, c'est-à-dire la désorganisation économique, le pillage individuel, le féodalisme, c'est l'Etat algérien lui-même qui les étale aux yeux de tous à mesure qu'il se renforce. La plupart des Algériens actuellement sont écoeurés par leur Etat. Seules l'armée et la police (surtout la sûreté Nationale) sont nombreuses et bien équipées, et en face d'elles, la population est saignée par une guerre de huit ans. Là encore, le capitalisme français a fait beaucoup pour l'Etat Algérien.

Il y a aussi les endormeurs de toutes espèces qui ont correctement fait leur travail confusionniste. Il y a, eu confusion idéologique, dans le F.L.N. avant l'indépendance, mais moins qu'on ne le dit généralement; la charte d'Alger disait: *"Le principe essentiel de la période de transition est que les mêmes moyens ne peuvent être mis indifféremment au service de n'importe quelle fin. On ne peut développer une société nouvelle à partir de méthodes et de structures qui font partie du développement capitaliste. Or, le principe de la scission de la société en sphères dirigeantes qui encadrent et les masses quiexécutent, est le principe même de la société capitaliste*". A partir de là, on pouvait aller loin; mais combien approuvaient vraiment ce passage de la charte d'Alger? Et surtout, parmi ceux-là, beaucoup ont cru que l'Etat pourrait être conservé à côté de la nouvelle société en développement, l'autogestion, et que celle-ci, sans le combattre directement, pourrait le vider peu à peu de son contenu autoritaire. Ils ont donc accepté sans protester que l'Etat naissant légalise l'autogestion, lui accorde des "secteurs" où elle était "dans son droit". En échange, l'Etat naissant pouvait se consolider sans troubles graves. Mais peut-on consolider, conserver un secteur autogéré sans attaquer tout ce qui n'est pas autogéré? La tactique: des "bastions du socialisme" est une tactique défensive, elle ne vaut rien; l'autogestion ne se met pas en conserve, pas plus que l'anarchisme, ils y pourrissent.

L'autogestion ne pouvait que s'étendre ou dépérir, elle ne pouvait s'étendre qu'en affrontant l'Etat. Le plus tôt possible aurait été le mieux, car dès qu'un état se crée, il ne cesse de se renforcer. Le travail de groupes révolutionnaires était, par la diffusion d'informations réelles, d'accélérer la prise de conscience collective de cette idée: il n'y a pas les mauvais bureaucrates et les bons fonctionnaires d'Etat; il n'y a pas de coexistence pacifique possible avec l'Etat . Sa vie est la mort de l'autogestion.

Sabadell.

Extrait de "Noir et Rouge" n° 38,
page ,28 (Lagant-B.P.113 - Paris 18°)

TRAHISON DES APPAREILS ET REACTIONS DE LA BASE, EN GRANDE-BRETAGNE ...

Sir Wilson et les dirigeants syndicaux sont inquiets. Ils ont à faire, face à des mouvements de grève dont le contrôle leur échappe.

Sur un chantier de construction géant, dans le centre de Londres, certains ouvriers sont en grève depuis un an. Le syndicat officiel des ouvriers de la construction s'est prononcé depuis longtemps pour la reprise du travail mais la base a mauvais caractère, le secrétaire général du syndicat a dû renoncer à prendre la parole accueilli par des cris hostiles et des projectiles divers.

Situation identique dans les ports de Liverpool et de Londres où depuis plus de cinq semaines plus de 15.000 dockers s'opposent à une réorganisation de leurs conditions de travail préconisée par le gouvernement et approuvée par le syndicat dont les dirigeants ont été malmenés.

Situation difficile également dans les chemins de fer ou syndicat et gouvernement essaient d'imposer à la base un certain nombre de tâches supplémentaires. (le Monde du 19-10-67).

La participation des leaders syndicaux à la politique de blocage des salaires les a déconsidérés aux yeux des masses.

On assiste à l'apparition de mouvements de grèves spontanés, hors de tout contrôle syndical. De nouveaux leaders surgis de la base organisent ces mouvements au grand dépit, des bureaucrates qui n'aiment pas beaucoup voir leurs fauteuils se dérober sous eux.

Assistons-nous à une prise de conscience de la base? Verrons-nous celle-ci dans un proche avenir définir ses propres revendications et mettre en oeuvre les moyens de les réaliser? Il est peut-être encore trop tôt pour se prononcer. En tous les cas ce r veil est symptomatique: la déconsidération des appareils aux yeux des masses réduit à néant les belles théories de certains sur le Front Unique du sommet à la base.

LES REACTIONS OUVRIERES...

Dans le cadre de la semaine d'action contre les ordonnances, les UD CGT & CFDT avaient appelés les travailleurs à manifester le 10 octobre. Le tract, très anodin, prévoyait un meeting et un défilé jusqu'à la préfecture.

Dans de nombreux secteurs, les ouriers avaient débrayé pour assister au défilé. L'assistance? 8.000 personnes environ. Un fait important à noter: depuis de nombreuses années, des processions sans résulat avaient eu lieu jusqu'à la préfecture: pétitions, discours.. et tout le monde rentrait chez soi... Pour la première fois le 10 oct., on a pu voir les ouvriers arriver avec des pierres dans les poches.

Lorsque les délégués syndicaux sortirent de la préfecture, ils furent incapables de se faire entendre, et malgré leurs appels au calme, les pierres volèrent sur les policiers... Lances d'incendie, CRS entrèrent en action. Ce fut la bataille rangée entre la police et les manifestants: pierres, arbustes, bancs, bouteilles vides, grilles,etc.. servirent de projectiles. Bilan; une quarantaine de blessés.

Ce qu'il faut retenir de cette manifestation c'est , avant tout, la nervosité de la classe ouvrière: les travailleurs commencent à comprendre que les mouvements partiels et les pétitions sont inefficaces. Témoin, cette motion votée par les travailleurs des établissements "Carel & Fouché" au Mans:

"Cette journée du 10 oct.ne sera pas sans lendemains. Les travailleurs ont prouvé qu'ils étaient prêts à une action d'envergure, à la dimension du but à atteindre. Les sections syndicales CGT et CFDT estiment donc nécessaire un plan d'action interconfédéral pour exiger l'abrogation des ordonnances et pour mettre en place une véritable politique de la santé pour tous..." (cette motion proteste aussi contre les petites grèves multiples).

LE PROBLEME PAYSAN (suite)...

Dans le numéro 50 de "L'Anarcho-Syndicaliste" publié en août 1965, nous traitions partiellement de cette question paysanne, et le titre de l'étude était: *"Le problème paysan, le problème capitalisme!".*

Peut-être n'est il pas inutile, de rappeler ce que nous écrivions alors, parlant des manifestations paysannes de 1965:

"Victimes des intermédiaires qui sont l'essence même du régime capitaliste, victimes de l'Etat, dont la politique économique de limitation de la consommation intérieure par restriction du pouvoir d'achat s'est d'abord repercutée sur le marché alimentaire, victimes des fluctuations de prodution en régime capitaliste, victimes d'un anachronisme des moyens d'exploitation que ne pourrait soutenir aucun régime, fût-il socialiste, victimes en fin de compte de la propriété privée des moyens de production qui en fait des micro-capitalistes, esclaves de leur oropriété, en face des trusts agricoles, les paysans se sont révoltés hors de toute influence

des partis politiques des syndicats ouvriers, ou des fascistes comme le pouvoir eût aimé le faire croire. Ni les appels au calme des 'leaders paysans", ni la pression des organisations catholiques ni la légalité de l'Etat Gaulliste, ni les trois "tables rondes" organisées par le gouvernement et les dirigeants de la F.N.S.E.A., ni le flot des décrets d'apaisement n'ont eu raison de cette révolte.

Un silence dédaigneux ne suffisait plus, aujourd'hui à masquer la carence des organisations ouvrières vis à vis des masses paysannes. Les paysans français viennent de vivre une expérience importante. Ils ont prouvé, et se sont prouvé, que seule l'action directe des travailleurs, généralisé, sans exclure violence et illégalisme, pouvait faire plier la bourgeoisie dirigeante de la Vème République, envers et contre l'article 16. A côté, les centrales ouvrières, avec leurs grèves tournantes, font assez pâle figure!".

Qu'y a-t-il de changé depuis? Six ans ont passé. Le problème s'est approfondi, aggravé, les racines du mal se sont enfoncées dans la chair des travailleurs de la terre. Un ministre chassant l'autre, des mesures d'apaisement circonstancielles véritables cautères sur une jambe de bois, le lent pourrissement des rapports travail-produçtion, production-répartition, répartition-revenus , revenus-investissements, et le paysan, son travail accompli durement, constate qu'il devient de plus en plus pauvre, entraîné par la dynamique impitoyable du système du profit égoïste qui écrase les faibles.

Déjà, nous nous posions un certain nombre de questions tirions un certain nombre de conclusions:

"Des barrages pyasans, que restera-t-il? si le mouvement marque des signes d ' essoufflement ce n'est pas par acceptation de la trêve, ce n'est pas par l'enthousisme qu'ont suscité les décrets gouvernementaux, ni par foi dans les "Tables Rondes" c'est qu'il s'éteint faute de perspectives, que personne n'a pu lui donner dans le cadrfe du régime capitaliste. C'est pourquoi, l'affirmation de B. LAMBERT, exprime, mot pour mot, le contraire de la réalité quand il dit: "jusqu'à présent les paysans étaient des révoltés, comme au moment des jacqueries. Ils deviennent des révolutionnaires qui savent où ils vont, où ils veulent aller".... (grossir la masse des manoeuvres, ou prendre leur tour dans les queues des chômeurs devant les bureaux de placement).

Les militants révolutionnaires, quant à eux, ne participeront pas à cette démogogie et à cette duperie. Ils expliqueront honnêtement aux paysans, là où ils pourront les rencontrer, que c'est le régime capitaliste lui-même, et non une certaine politique d'un certain premier ministre, qui les condamne à la disparition et à la paupérisation, que tous ceux qui soutiennent ce régime ne peuvent que leur balbutier des paroles mielleuses et les bercer d'illusions.

Les anarcho-syndicalistes expliqueront que la suppression des intermédiaires cela signifie la suppression du capitalisme et non la concentration commerciale, type LECLERC, ou autre... Ils expliqueront que la solution du problème agricole ne réside pas dans l'achat des terres par la bourgeoisie des sociétés foncières, sous couvert du "regroupement", mais dans la collectivisation telle que la réalisèrent nos camarades espagnols, dans certaines communes d'Aragon en 1935, avant de subir les coups conjugués du fascisme clérical, du stalinisme et de la social-démocratie. Ils expliqueront aussi que la suppression de la propriété privée se réalisera par la lutte de la classe des travailleurs, ouvriers et paysans, non pour le maintien de la démocratie parlementaire bourgeoise, mais pour l'instauration d:un socialisme authentique, du socialisme par en bas".

Le moins que l'on puisse dire est que nous n'avons pas été entendus. A l'image de ces magnifiques réalisation de l'Aragon en 1936, n'ont pas fleuri sur notre sol coopératives, collectivités paysannes.

Alors? Alors les problème est toujours là, et les paysans manifestent encore, et les paysans se révoltent:

"Le Nouvel Observateur" du 11-10 nous signale 8.000 gourdins, 5.000 boulons le lundi 2 octobre, à Redon. *"L'Express"* du 9-10 relate la manifestion de Quimper avec ses "pancartes: *"Che Guevara en Bretagne",* ses jeunes coiffés de leurs casques de motocyclistes, le saccage du secrétariat de M. BECAM, député 5ème République de Quimper, qui, pourtant avait été 7 ans secrétaire de la Fédération des exploitants agricoles; *"Une nouvelle jacquerie"*, note *"Combat".*

Mais, les faits,sont inflexibles: *"L'Europe n'est pas l'Amérique: elle ne peut pas consacrer 25 milliards de francs par an pour soutenir ses marchés agricoles... Si l'on avait assuré la garantie de prix et d'écoulement*

à toutes les productions, la note n'aurait pu être réglée par l'économie des Six" expose "L'Express" qui conclut: "Toutes les 10 minutes, une exploitation agricole disparaît". Tristesse, pauvreté, ennuis, départ, voilà l'horizon psychologique des paysans français. Le courage serait au moins de dire la vérité; les dirigeants politiques s'en gardent bien. Tous déclarent vouloir sauver la petite propriété familiale dont ils savent parfaitement qu'elle est condamnée.

Mis à part M. Pisani qui avait commencé à dire la vérité (sic). Et y compris le P.C., qui à travers le M.O.D.E.F., mobilise les petis propriétaires condamnés. Cette interminable démogogie est exactement comparable au slogan de l'Algérie française, reprise par tous les gouvernements pendant 8 ans, alors qu'en privé chaque ministre reconnaissait que l'indépendance était fatale".

Ouais! Ce que *"L'Express"* omet de dire, c'est que le responsable de cette paupérisation paysanne, c'est le régime capitaliste et que dire la vérité aux paysans, (la vérité de la concurrence capitaliste, de la loi de la jungle capitaliste) n'est pas dire une demi-vérité, et n'est pas, surtout, apporter une solution aux maux dont souffrent les paysans exploités, parmi les autres travailleurs exploités:

"Dans cette jungle, cette arène qu'est le monde agricole, des clivages se produiront et les choses se simplifieront. "La "modernisation" des structures agricoles, c'est-à-dire la "concentration capitaliste planifiée par la loi d'orientation correspond exactement à la "modernisation" des structures industrielles, c'est-à-dire aux fusions d'usines, absorbtions, reconversions stimulées par les Plans. Le Capitalisme pour se survivre exige ces transformations - licenciements, déclassements professionnels, surexploitation dans les usines, prolétarisation des petits paysans qui deviendront manoeuvres des villes ou salariés de fermes géantes, tout ce cortège de désespoirs et de misères qui accompagne la sauvegarde du régime de profit est une chose normale: c'est la morale du capitalisme".

Concluions-nous en 1965.

Les paysans n'ont pas attendu pourtant, loin s'en faut, que les alouettes rôties leur tombent du ciel: Coopératives laitières, coopératives d'achat, de vente, CUMA (Coopératives d'Utilisation de Matériel Agricole), CETA (Coopératives pour l'Etude des Techniques Agricoles), Centres de gestion, Culture de Groupe, toutes ces expériences d'une part, montrent que le paysan se "socialise", s'organise, et d'autre part ouvrent la voie à une autogestion généralisée de l'économie.

Certes, et le défaut est de taille, si les coopératives laitières, par exemple, sont regroupées dans une union laitière nationale, la concurrence capitaliste entre coopératives amène les plus importantes à absorber les plus faibles... Nous-voilà bien loin de l'esprit mutuelliste d'un Proud'hon ou d'entr'aide de Kropotkine. Sous un certain angle donc, les coopératives ne sont que des regroupements capitalistes de paysans, visant à préserver des privilèges paysans face à l'envahissement du milieu financier, industriel et commerçant.

Mais le paysan, après tout, dans ces coopératives fait fructifier son travail, et l'esprit coopératif, les expériences d'autogestion collective ainsi réalisées gardent toute leur importance à nos yeux... Comme aux yeux du régime capitaliste... qui en modifiant d'autorité (ordonnance du 20 septembre 1957 sur la coopération agricole) les statuts traditionnels des coopératives agricoles, permet l'entrée de l'industrie et du commerce privé dans chaque coopérative, et éliminant la règle coopérative démocratique *"Un homme, une voix",* accordent plus de poids aux associés qui apportent *"une forte contribution aux activités du groupement...."*.

Que signifie cette mesure, sinon "capitaliser" les coopératives, les pourrir de l'intérieur, enfin se procurer des marchés, permettre une extension des affaires privées dans un secteur au chiffre d'affaires annuel de 14 milliards de francs..... les capitalistes savent très bien compter et observer.... Cette mesure signifie que les coopératives laitières, par exemple celles de la région Poitou-Charente, qui apportèrent en leur temps un ballon d'oxygène à l'agriculture locale, et maintiennent une régularité apaisante du revenu de chaque paysan vont être attaquées par l'industrie et le commerce privés.... Cela signifie que les paysans de ce secteur, perdant le secours de leurs coopératives vont s'effondrer encore plus rapidement...

Harmonisation, orientation, organisation. . . Tout cela, dans la bouche des gouvernements européens, expression du capitalisme dirigeant, signifie repas de requins, absorption, destruction dissolution au profit de quelques-uns. Il était normal que la coopération fît partie du menu.

Le paysan voit donc un deuxième front de lutte s'ouvrir sur sa gauche: ses coopératives menacées, c'est-à-dire sa garantie de survie, alors qu'il n'avait encore que timidement ouvert les perspectives de collectivisation généralisée.

Conclusion : Ce n'est pas en regardant en arrière que le monde paysan se sauvera; c'est en extrayant les racines du capitalisme qui le rongent, qu'il ouvrira sa voie, plus qu'en brandissant des pancartes incendiaires et inefficaces...

S'organiser, s'organiser; de l'audace, encore de l'audace !

Et nous reprendrons pour terminer encore un passage de notre étude de 1965, persuadés que nous-sommes de la vertu exclusive de l'organisation originale, indépendante des états, des partis, des sectes:

“Camarades paysans, les anarchistes n'ont pas de solutions miraculeuses à vous proposer dans le cadre de ce régime. Ceux qui vous font croire à ces solutions, vous trompent et vous mentent”.

Et pourtant.... Les quelques expériences de culture collective indiquent la seule et bonne voie. C'est tout ce qui empêche leur généralisation et leur succès qui doit être détruit: la propriété privée qui débouche sur la concentration capitaliste des terres, le système du "marché" qui impose l'impitoyable concurrence des gros agrariens et déjà, des firmes internationales, les contrôles des surfaces, les règles de limitation ou de développement, les plans obligatoires de plantations et semis, d'arrachages et cueillettes, et finalement l'Etat qui édicté toutes ces lois et tous ces plans au bénéfice exclusif de la grande bourgeoisie foncière.

Détruire et construire! Se battre sur deux fronts.

APPEL A NOS SYMPATHISANTS ...

Depuis plusieurs années, nombreux sont les camarades qui nous soutiennent. Nous les en remercions vivement. Aujoud’hui, pour acquérir une ronéo perfectionnée, nous demandons à tous ceux qui le peuvent de nous verser 10, 20, 50 ou 100 francs. Ne pas oublier de mentionner au dos du chèque ou du mandat souscription pour la ronéo.

Que ceux qui le peuvent nous adressent aussi des listes de militants susceptibles de s'abonner à *l'Anarcho-Syndicaliste*.

LES VERTUS DU VOTE ...

Au cours des dernières élections cantonales, la "gauche" a conquis la majorité au Conseil Général de la Sarthe.

Un des premiers actes de la nouvelle majorité a été de diminuer d'une façon très sensible les crédits alloués aux écoles laïques pour les fournitures!

Electeur et cocu!....

ABONNEMENTS:

Michel GATINEAU Groupe scolaire Pasteur ST. FLORENT LES NIORT (DEUX SEVRES)

C.C.P. 2493-81 NANTES

ABONNEMENT: 6.00 F. les 10 numéros

ABONNEMENTDE SOUTIEN: 10.00 F.

Le Directeur-Gérant: Jacques METIVIER St Léger-lès-Melle 79 - MELLE.